



Chers lecteurs,

Nous éprouvons le besoin de faire évoluer notre trimestriel. Le titre «Solutions ?» nous semble aujourd'hui dépassé et ne reflète plus notre réalité. Nous reconnaissons que nous ne sommes pas toujours en mesure d'apporter des solutions et le point d'interrogation ne nous paraît plus pertinent. Nous vous invitons à la création d'un nouveau nom qui incarnera les valeurs et la réalité d'ESTS. Ce numéro illustre bien cette réalité et peut nous inspirer dans cette démarche.

Écrivez-nous à : communication@tele-service.be

ESPACE SOCIAL TELE-SERVICE A.S.B.L.

Asbl agréée par la Commission communautaire française (COCOF), la Région de Bruxelles Capitale, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Commission communautaire commune (COCOM),
28 Boulevard de l'Abattoir 1000 Bruxelles
tél. 02/548 98 00 - fax 02/502 49 39 -
e-mail : espacesocial@tele-service.be
site : www.espacesocial.be

Tous dons versés en une ou plusieurs fois
sur le compte IBAN:

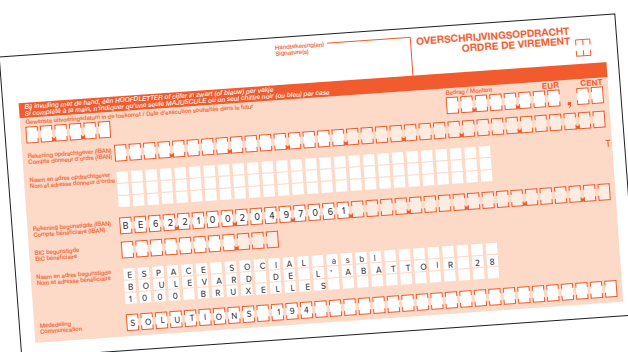
BE62-2100-2049-7061

et atteignant dans l'année au moins 40 €
offrent une réduction d'impôt.

L'asbl Espace Social Télé-Service est habilitée à
recevoir des donations et legs à taux réduits
La politique d'Espace Social Télé-Service en matière
de protection de la vie privée peut être consultée
sur le site www.espacesocial.be.

Vous pouvez demander de ne plus recevoir de courrier
d'Espace Social Télé-Service et de consulter, modifier ou
supprimer vos données personnelles.

Suivez-nous sur
os réseaux sociaux



Par soucis pour l'environnement - imprimé sur papier recyclé

Editrice responsable: Tiffany Moerman - 28 Boulevard de l'Abattoir, 1000 Bruxelles

SOLUTIONS?



PB-PP|B-00000
BELGIE(N) - BELGIQUE

Bureau de dépôt 1099
BRUXELLES X P505321 - 1/158

Retour d'envoi non distribué ESTS bld de l'Abattoir 28 - 1000 Bruxelles

TRIMESTRIEL N° 194 - 2^{ème} TRIMESTRE 2024

Pour en finir avec un système de survie, le Solutions ? devient **RÊV**Endications le temps d'un numéro...

Nous, travailleurs (euses) de terrain d'Espace Social Télé-Service rencontrons des personnes aux vulnérabilités criantes : sans chez-soi et difficultés d'accès au logement, souffrances psychiques et problèmes de santé physique et mentale, assuétudes, violences conjugales, intrafamiliales et sexuelles, monoparentalité, précarité financière et alimentaire, difficultés d'accès à l'emploi, errances et marginalisation, questions liées au droit des étrangers...

Nous recevons de nombreuses demandes pour lesquelles nous avons très peu, voire aucune piste réelle à proposer. Par exemple, il est difficile de trouver un hébergement d'urgence pour une personne à la rue, ou de trouver un logement adapté et à un prix abordable pour une famille. Nous sommes encore plus limité(e)s quant à l'aide que nous pouvons apporter lorsque la personne n'a pas de titre de séjour et/ou de revenus.

Nous sommes aux premières loges face aux drames sociaux et face aux inégalités sociales qui se creusent. Nous manquons de perspectives et sommes confrontés à notre impuissance mais plus que jamais nous nous engageons à rester connectés à la détresse des usagers et à porter leur voix.

Quel travail social fait sens en 2024 ? Comment trouver la motivation et rester solides face à tant de fragilités et d'adversité rencontrées ?

Le collectif, les liens, le fait d'être ensemble est essentiel pour le public, les travailleurs d'ESTS et le sec-



teur. Nous sommes tous dans le même bateau et réclamons **un changement de perspective et d'approche de la part du monde politique.**

Nous demandons des **actions** concrètes pour **éradiquer** la pauvreté.

Espace Social développe des espaces de liens récurrents où les vécus et besoins des personnes sont enten-

dus. Nos équipes favorisent l'accès aux droits lorsque cela est possible et s'engagent dans des mobilisations et des actions de plaidoyer sur les questions de logement, de précarité ou d'actualité sociale (Housing Action Day, Rendre Visible l'Invisible, Le Gratin de la Colère).

Ce numéro présente les constats et les revendications recueillis lors d'un atelier réunissant les travailleurs des services et des projets. **Les acteurs de terrain ne se contentent plus de rêves, ils revendiquent des actions réelles.**

Je vous souhaite une bonne lecture.
Tiffany Moerman
Directrice-Administratrice déléguée





CONSTATS :

Les différents courriers, formulaires et procédures sont incompréhensibles pour les personnes qui ne maîtrisent pas les langues officielles du pays. De plus en plus de sites ne fonctionnent qu'avec un formulaire de contact, rendant impossible d'avoir un interlocuteur au téléphone.

REVENDECATIONS :

Nous demandons qu'une possibilité de contact soit disponible dans chaque administration, sans passer par Internet et sans nécessiter de rendez-vous préalable. Pour alléger la charge administrative qui pèse sur les personnes, nous demandons une simplification des procédures. Il est essentiel de faire relire les documents par des personnes expertes du vécu. De plus, les personnes doivent avoir la possibilité de se faire aider par un interprète dans les différentes administrations.

CONSTATS :

Dans notre travail social, nous observons une demande toujours plus importante de colis alimentaires. Demande censée être "ponctuelle", qui devient régulière car les bénéficiaires peinent à boucler les fins (faims) de mois, les dépenses pour la nourriture étant souvent considérées comme une "variable d'ajustement"... Les personnes consacrent beaucoup de temps et d'énergie à la recherche de nourriture, souvent de qualité médiocre, ce qui a un impact significatif sur leur santé mentale et physique. Les denrées fournies ne répondent pas toujours aux besoins nutritionnels réels.

REVENDECATIONS :

Pour en finir avec ce système de survie, il est important de repenser le système des colis alimentaires. Nous revendiquons un accès équitable à une alimentation de qualité, saine et durable, en favorisant des liens plus directs avec l'agriculture. Dans notre pratique, nous militons pour plus d'espace de cuisine solidaire, où chacun peut venir cuisiner, manger des produits frais et se (dé)poser le temps d'un repas partagé !

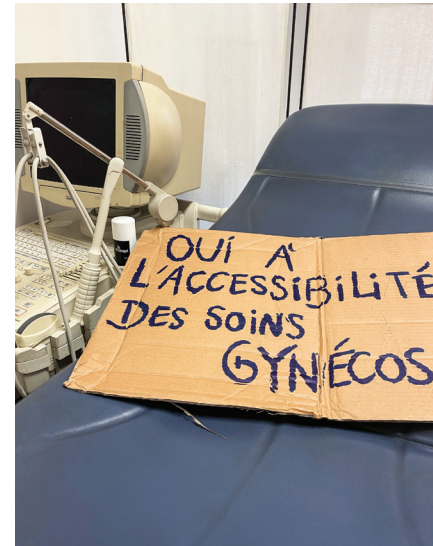
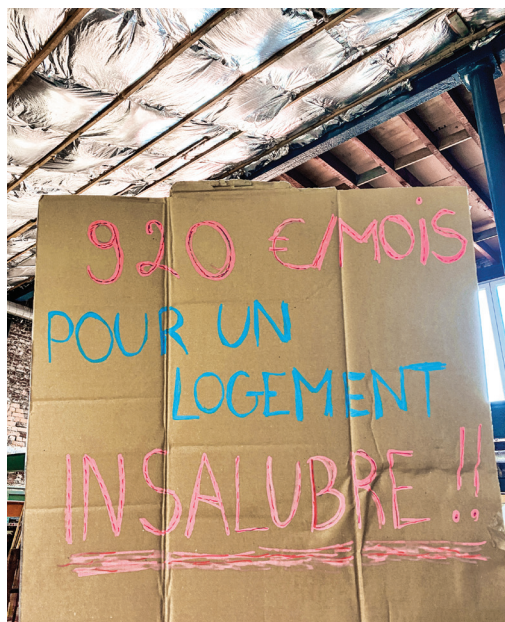


CONSTATS :

Les problèmes liés au logement sont omniprésents dans TOUS les services de notre association ! Tant à la permanence sociale qu'au service de médiation de dettes ou encore aux ateliers collectifs et communautaires, les personnes sont mal logées (logements insalubres, surpeuplés), payent des loyers trop élevés et sont victimes de discrimination sociale et /ou économique dans leur recherche de logement. Nous constatons un manque de solutions structurelles et systémiques : très peu d'encadrement étatique et un marché locatif privé s'apparentant de plus en plus à une jungle compétitive dans laquelle les plus défavorisés sont perdants.

REVENDECATIONS :

Nous revendiquons, entre autres, la mise en place d'une grille des loyers contraignante, le développement urgent et criant du logement social, de rendre les biens de première nécessité accessibles et abordables et d'étendre l'accès à la propriété privée aux ménages à moyens et faibles revenus. Militons pour un logement salubre et abordable pour tous !



CONSTATS :

Dans nos interventions à la consigne article 23, au Planning Familial et lors des ateliers collectifs, nous constatons une difficulté d'accès aux soins gynécologiques pour les femmes en situation de vulnérabilité. La planification des rendez-vous est problématique pour celles vivant au jour le jour. Les femmes sans-papiers et en grande précarité ne peuvent envisager ces soins. Les tabous culturels et la peur du jugement entravent également l'accès aux soins. De plus, les victimes de violences conjugales hésitent à consulter, craignant la réaction de leur partenaire.

REVENDECATIONS :

Nous militons pour un remboursement des soins total et complet à tout âge ! OUI à un accès aux soins gynécologiques sans condition, OUI à une automatisation des droits ! OUI à des sessions d'informations et de sensibilisation en santé sexuelle pour toustes (EVRAS) !



CONSTATS :

Les jeunes que nous rencontrons lors de nos animations sont souvent issus de milieux précaires et de diverses origines culturelles. Ils expriment souvent un sentiment de discrimination et de non-appartenance à la société, se sentant exclus en raison de leur origine ou de leur statut ou même de leur jeunesse.

REVENDECATIONS :

Nous revendiquons une reconnaissance inclusive de la diversité des jeunes et des politiques publiques axées sur l'égalité des chances, leur permettant de trouver leur place dans la société et d'y prendre part en tant que citoyen. Nous revendiquons plus de moyens pour des actions de cohésion sociale, d'interculturalité et de lutte contre le racisme et les discriminations.



CONSTATS :

Un jeune sous contrat d'insertion socio-professionnelle (ISP) se heurte à des portes fermées, bien qu'il ait passé un an à maîtriser les compétences de son métier.

REVENDECATIONS :

Nous demandons aux autorités de réviser intégralement les stratégies de l'emploi et de la formation.